## **Exilé·es et Sans-Papiers : Logement, santé, école, travail, papiers, pour toutes et tous !**

L’Union syndicale Solidaires appelle, avec le cadre unitaire « Né·es ici ou venu·es d’ailleurs » à se mobiliser sur tout le territoire le 18 décembre 2025 dans le cadre de la journée internationale des migrant·es.

Pour l’Union syndicale Solidaires, il est plus que temps de mettre en place une réelle politique d’accueil. Les personnes migrantes fuient la guerre et la misère, conséquences de la colonisation et du dérèglement climatique, à la recherche d’une vie digne et de solutions pour faire vivre leurs familles. Leur accueil doit être permanent et inconditionnel. Internationalistes, nous revendiquons la liberté de circulation et d’installation.

Les politiques migratoires européennes se durcissent, avec toujours plus de répression, d’enfermement, d’expulsions, de refoulements et ont pour conséquence toujours plus de mort·es aux frontières. En France, ces politiques, loin de répondre à des besoins sociaux, sont une offensive raciste et xénophobe, inspirée directement de l'extrême droite.

La loi Immigration du 26 janvier 2024 et la circulaire Retailleau du 23 janvier 2025 sont les fers de lance de cette politique d'exclusion qui fabrique des sans-papiers et de la précarité. Elles mettent en place une violence sociale, administrative et institutionnelle quotidienne pour les personnes exilées à travers :

* Des restrictions drastiques des conditions d’accueil.
* Des refus de régularisation et le blocage systématique des préfectures.
* Le maintien de l'incertitude et la rupture des droits sociaux (perte d'emploi, de logement).

Le gouvernement a choisi de faire du traitement inégalitaire et stigmatisant des personnes étrangères la norme, attisant la peur et la division. Ce discours est amplifié par des médias qui déversent la haine, alimentant le racisme et la surexploitation des travailleuses et des travailleurs.

De plus, la France détient un triste record : plus de 120 000 OQTF prononcées en 2024, soit un quart des OQTF délivrées dans toute l'UE. Ces Obligations de Quitter le Territoire Français, souvent inexécutables, sont un outil de pression et de répression. Elles instillent la peur permanente des premier·es concerné·es, brisent des vies et des liens familiaux, renvoient des exilé·es vers la misère ou les dangers qu’iels ont fuit et les maintiennent dans une situation de profonde vulnérabilité administrative, sociale et économique.

### **L’égalité des droits pour toutes et tous**

Pour l’Union syndicale Solidaires, l'ensemble des exilé·es doit bénéficier des mêmes droits quels que soient leur nationalité, leur statut. L’exploitation des travailleurs·euses migrant·es sans titres de séjour doit cesser !

Ces dernier·es travaillent, cotisent, paient des impôts et tout en subissant des conditions de travail indignes, du travail illégal et l’exploitation de la part du patronat.

L’Union syndicale Solidaires se tient aux côtés des collectifs de sans-papiers et notamment aux côtés des camarades de Chronopost en lutte pour leur régularisation ! Elle soutient toutes les luttes en cours : grèves de travailleurs Sans Papiers, luttes des mineur·es isolé·es, luttes pour l’hébergement… Dans de nombreuses villes, les luttes se multiplient face au non-accueil des familles et des mineur·es isolé·es, qui se retrouvent à la rue, sans aucun droit. L’Union syndicale Solidaires apporte son soutien à toutes ces luttes pour l’accès au logement et à l’école.

### **Solidaires revendique :**

* La régularisation de tout·es les Sans-Papiers et l’abrogation immédiate de la loi Immigration 2024 ainsi que du CESEDA.
* Le retrait de la circulaire Retailleau et l'établissement d'une procédure de régularisation inconditionnelle basée sur la simple preuve de la relation de travail.
* Un titre de séjour stable et protecteur pour toutes et tous.
* Un accueil digne des exilé·es et l'égalité des droits à l’éducation, à la santé, au travail et au logement.
* La fermeture des centres de rétention administrative et l’arrêt des expulsions

L’Union syndicale Solidaires appelle à rejoindre les mobilisation du 18 décembre partout sur le territoire et soutient les appels à la grève dans les différents secteurs !

Plus que jamais, amplifions la lutte contre toutes les lois racistes et xénophobes !

Liberté de circulation et d’installation **!**